

1 2 3 4

Les classes
moyennes

LE VOTE DES CLASSES MOYENNES

Élisabeth DUPOIRIER

www.fondapol.org

fondapol
FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE

Novembre 2011

fondapol
FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE

www.fondapol.org

LE VOTE DES CLASSES MOYENNES

Élisabeth DUPOIRIER

fondapol
FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE

La Fondation pour l'innovation politique
est un think tank libéral, progressiste et européen.

Président : Nicolas Bazire
Vice-président : Charles Beigbeder
Directeur général : Dominique Reynié

La Fondapol publie la présente note dans le cadre de ses travaux sur
la croissance économique.

RÉSUMÉ

En tant que groupe social doté d'une identité politique, les classes moyennes constituent une catégorie courtisée, investie d'une fonction de préservation de l'unité du corps social menacée par le conflit entre des groupes antagonistes, définis selon les moments historiques comme la « bourgeoisie capitaliste » et la « classe ouvrière », les « gros » et les « petits » ou encore les « riches » et les « pauvres ». Sous la Ve République, les classes moyennes se sont alternativement tournées vers la gauche et vers la droite, participant activement aux changements politiques lors des élections à enjeu national.

Depuis les années 1970, la composition des classes moyennes a évolué avec les mouvements de fond qui ont travaillé la société française. À présent, elles se caractérisent surtout par la présence dominante de salariés du secteur privé et de personnes ayant un niveau de diplôme le plus souvent supérieur ou égal au bac, encore parmi les plus jeunes. Mais, au-delà de ces différences internes de conditions sociales qui fondent la thèse toujours actuelle de l'hétérogénéité des classes moyennes, le sentiment des deux tiers des individus d'appartenir à la « classe moyenne » constitue un ferment d'homogénéisation du groupe dans ses rapports avec la politique.

Les classes moyennes font, en effet, partie des catégories sociales les plus politisées, mais leur intérêt pour la politique est de plus en plus lié à leur acharnement particulier à la dénoncer. Au plan des valeurs, elles sont, aux côtés des catégories supérieures, attachées au « libéralisme culturel », ce qui les rend distantes vis-à-vis des attitudes anti-immigrés et antiautoritaires. Mais leurs réserves à l'égard du libéralisme économique les différencient des catégories précédentes et les rapprochent des catégories populaires.

Dans les urnes, l'ancrage à gauche est une constante du vote des classes moyennes. Toutefois, depuis la fin des années Mitterrand, l'ampleur de l'écart gauche-droite en faveur de la gauche et, surtout, la relation privilégiée des classes moyennes avec le PS ont connu des hauts et des bas aux élections à enjeu national. Elles n'ont jamais été sérieusement tentées par le vote en faveur de partis défendant des positions extrêmes, que ce soit à gauche ou à droite. Cependant, lorsque l'offre électorale l'a permis, des segments non négligeables des classes moyennes ont été attirés par des candidats présentant un positionnement au centre ou encore « ni à gauche ni à droite ». Ces observations convergent pour annoncer une situation politiquement ouverte pour les élections de 2012.

LE VOTE DES CLASSES MOYENNES

Analyse de moyen terme et réflexions prospectives

Élisabeth DUPOIRIER

Directrice de recherche, chercheuse associée au CEVIPOF

Les classes moyennes constituent une catégorie sociale courtisée, investie d'une fonction de préservation de l'unité de la société, menacée par le conflit entre des groupes antagonistes, définis, selon les moments historiques, comme les « riches » et les « pauvres », la « bourgeoisie capitaliste » et la « classe ouvrière » ou encore, plus près de nous, les « gros » et les « petits ».

Pour s'en tenir à l'histoire récente de la Ve République, on rappellera que, érigées en objet politique décisif pour la conquête du pouvoir, les classes moyennes ont été l'objet d'attentions particulières, aussi bien de la part de la gauche que de la droite (Dupoirier, 2007). Dans les années 1970, Valéry Giscard d'Estaing, qui les désigne sous le nom de « groupe central », tente, sans succès, de les convaincre que leur avenir est lié au centrisme politique que lui-même entend incarner, à égale distance du conservatisme « passéiste » de la droite et des tentations « collectivistes » de la gauche. C'est pourtant vers cette dernière que les « nouvelles couches moyennes » se tournent en majorité, et tout spécialement vers le PS, qui y gagnera en 1981 son image de « parti des classes moyennes ».

Depuis, la composition de ces « classes moyennes » a évolué avec les mouvements de fond qui ont travaillé la société française dans son ensemble. Et les inclinations politiques dominantes de ses électeurs ont fluctué. Par leur poids croissant au sein de l'électorat ¹ – environ 15 %

1. Selon la définition retenue pour cette étude de « professions intermédiaires » qui sera présentée et argumentée dans le point 1 de l'étude.

à la fin des années 1970, un peu plus de 17 % au moment de l'élection présidentielle de 2007² –, elles ont contribué activement aux décisions d'alternance politique et de cohabitation de ces trente dernières années.

Après avoir précisé la définition de la catégorie retenue pour cette étude et présenté les principaux traits qui fondent son identité politique, on examinera les tendances lourdes de son vote telles qu'elles se sont manifestées lors des élections nationales depuis la fin des années 1970. Puis, dans la perspective des rendez-vous électoraux de 2012, on esquissera les dispositions actuelles des classes moyennes à l'égard du système politique et de ses acteurs à mi-parcours du quinquennat de Nicolas Sarkozy³.

UN GROUPE DOTÉ D'UNE FORTE IDENTITÉ SOCIALE

La définition des classes moyennes dépend de la double représentation que la société se fait d'elle-même en termes de hiérarchie des catégories sociales qui la composent et d'identité de ces catégories.

Des définitions successives et concurrentes

De l'après-guerre à la fin des années 1970, l'analyse marxiste de la société qui dominait alors définissait les classes moyennes par défaut, comme une catégorie « fourre-tout », sans prétention à une identité sociale ou politique et, de surcroît, condamnée à disparaître. La fonction des classes moyennes était surtout de rendre « plus pure » la définition des catégories polarisées de la classe ouvrière et de la bourgeoisie possédante, et plus visibles les manifestations de leurs antagonismes (Poulantzas, 1974). Il en a longtemps résulté une définition pratique des classes moyennes regroupant des groupes de professions disparates du point de vue de leurs conditions sociales et de leur mode de vie, agrégées dans un ensemble borné sur sa frange inférieure par les employés et sur sa frange supérieure par les « cadres moyens ». S'inscrivant dans cette perspective, à la fin des

2. Il existe toujours un débat sur la définition des classes moyennes parmi les sociologues. Il n'est cependant pas l'objet de cette analyse, mais rend nécessaire de poser clairement la définition choisie qui pèse bien évidemment sur les résultats et conclusions de cette étude.

3. Cette étude a été menée très largement à partir des enquêtes postélectorales du CEVIPOF et de ses baromètres politiques qui permettent le suivi d'environ trente-cinq ans de vie politique en France. On trouvera en annexe la description exhaustive des caractéristiques de toutes les enquêtes utilisées.

années 1970, Pierre Bourdieu voyait ces classes moyennes comme des « petits bourgeois » privés de capital économique, habités par une perception individualiste et méritocratique de la société, ouverts au changement politique à condition que leur position, qualifiée de « moyenne », au sein de l'ordre social établi ne soit pas menacée (Bourdieu, 1979).

À la fin des années 1970, un colloque organisé par la Fondation nationale des sciences politiques remettait en cause les conclusions de l'approche marxiste (Lavau, 1983). En effet, loin de décliner, les classes moyennes occupaient une place croissante dans la société postindustrielle. De plus, elles se renouvelaient profondément de l'intérieur, ce qui se traduisait par un repositionnement de leurs orientations politiques dominantes. Les « anciennes » catégories indépendantes et en déclin – artisans boutiquiers et petits commerçants –, en majorité souvent fidèles aux forces de la droite, s'opposaient désormais aux « nouvelles classes moyennes salariées » en développement – cadres moyens, techniciens, enseignants, professions de santé et employés –, qui formaient depuis le début des années 1970 la base sociale du jeune PS de François Mitterrand. L'Union de la gauche, réalisée en 1972 autour d'un programme commun, ouvrait en effet une voie nouvelle et attractive pour ces classes moyennes. Elle conciliait une idéologie politique du changement – le réformisme à l'égard du capitalisme conduit par un État interventionniste dans le champ de l'économie – avec une vision nouvelle du système de valeurs fondant le pacte social, ayant pour ciment l'individualisme et le « libéralisme culturel », garantissant l'épanouissement de la personne et valorisant la méritocratie (Grunberg-Schweisguth, 1990). Toutefois, ces « nouvelles classes moyennes salariées », portées par le passage d'une économie à dominante industrielle à une économie à dominante de services et fidèles soutiens des gouvernements socialistes des années 1980, ne sont plus exactement celles d'aujourd'hui.

Les classes moyennes actuelles, dans la définition choisie pour cette étude ⁴, sont celles définies par la nouvelle nomenclature des professions et groupes professionnels de l'Insee établie en 1982 (Dérosières et Thévenot, 2002). Cette définition a largement clarifié la différenciation des classes moyennes des autres grands ensembles sociaux. Sous la

4. Le texte exact de la question est : « Comment vous en sortez vous avec les revenus de votre foyer... « très difficilement », « difficilement », « facilement » ou « très facilement » ? ».

dénomination de « professions intermédiaires ⁵ », les classes moyennes – massivement composées de salariés – comprennent désormais les cadres moyens d'entreprise et de la fonction publique, les techniciens, ainsi que les contremaîtres et agents de maîtrise. Par rapport à la définition en usage dans les années 1970 – qui a encore ses défenseurs et analystes aujourd'hui (Chiche-Groux, 2011) –, les classes moyennes comprennent désormais les contremaîtres et agents de maîtrise – qui appartenaient précédemment au groupe ouvrier. En revanche, elles sont amputées des employés, qui ont rejoint les ouvriers pour former à présent les « catégories populaires ».

Cependant, avec l'installation de la crise économique, une nouvelle approche des classes moyennes est souvent mise en avant, fondée non plus sur un critère d'appartenance socioprofessionnelle de l'individu, mais sur un critère socioéconomique appliqué à son foyer d'appartenance. Il s'agit du revenu du ménage, dont le montant est évalué en fonction du nombre de personnes qui en vivent ⁶. Cette approche propose une vision non plus ternaire mais quaternaire de la société, éclatée entre une classe « aisée », une « classe moyenne supérieure », une « classe moyenne inférieure » et une classe « modeste ⁷ ». Cette classification est utilisée de plus en plus souvent dans les enquêtes d'opinion pour tenir compte des différences de niveau de vie des individus.

Pour cette étude, dont l'objectif est de contribuer à la connaissance du vote des classes moyennes, on a préféré retenir l'approche plus classique, à partir de l'univers professionnel. En effet, le vote – ses motivations, sa décision et son orientation –, loin d'être exclusivement déterminé par les conditions de vie matérielles des électeurs, relève aussi de leur socialisation politique et de leurs modes d'intégration dans la société. L'appartenance professionnelle en rend mieux compte que le niveau de revenus. Toutefois, dans la période actuelle de crise économique et de précarité sociale, il sera tenu compte du revenu du foyer en même temps que d'autres marqueurs sociaux : le niveau de diplôme, le statut profes-

5. Cette dénomination est celle du groupe 4 de la nomenclature Insee des catégories socioprofessionnelles. Les petits commerçants et artisans qui faisaient partie des classes moyennes indépendantes sont regroupés dans la nomenclature de 1982 en catégorie 2, dénommée « Artisans, commerçants et chefs d'entreprise » qui regroupe les anciens « Patrons de l'industrie et du commerce » [Desrosières-Thévenot, 2002].

6. Il s'agit d'un niveau de revenu par « unité de consommation » prenant en compte le nombre d'adultes et celui d'enfants, en fonction de leur âge, qui vivent dans le foyer.

7. L'Insee propose une distribution de la population en quatre catégories socioéconomiques selon le revenu par unité de consommation des ménages : la classe moyenne inférieure rassemble ceux disposant de revenus mensuels compris environ entre 880 et 1 200 euros, et la classe moyenne supérieure comprend les foyers dont les revenus sont compris entre environ 1 300 et 1 500 euros, toujours selon le nombre de personnes qui en vivent.

sionnel et le secteur d'activité professionnelle. Ces critères permettent d'identifier différentes composantes des classes moyennes. L'hypothèse est que l'appartenance à l'une de ces composantes plutôt qu'à une autre peut produire au sein de la catégorie des différences significatives d'attitudes et de comportements politiques, justifiant l'adoption de la dénomination plurielle « des » classes moyennes.

Les classes moyennes dans l'électorat d'aujourd'hui

Le tableau 1 confirme la position « intermédiaire » qu'occupent dans l'électorat de 2007 les classes moyennes telles que définies par la catégorie Insee des professions intermédiaires⁸. Elles comptent 50 % de bacheliers et diplômés de l'enseignement supérieur, alors que ces derniers sont 60 % parmi les électeurs des catégories supérieures et seulement 16 % parmi ceux des catégories populaires. D'un point de vue matériel, quatre électeurs sur dix des classes moyennes disent vivre « très difficilement » ou « difficilement » avec le revenu de leur foyer⁹, au lieu de trois sur dix parmi les catégories supérieures et plus de six sur dix des catégories populaires.

Tableau 1 : Les principales catégories sociales dans l'électorat en 2007

Appartenance sociale selon les groupes socioprofessionnels de la nomenclature de l'Insee	Poids dans l'électorat (en %)	Bacheliers et diplômés du supérieur (en %)	« Vit difficilement » avec les revenus du foyer (en %)
Catégories supérieures	10	60	29
Catégorie des classes moyennes	17	52	41
Catégories populaires	46	16	64
Catégorie des « petits indépendants »	9	21	54
Autres ¹⁰	18	43	48
Ensemble électorat	100	32	53

Source : CEVIPOF, 2007.

Au sein de ces classes moyennes, les quatre marqueurs sociaux présentés précédemment (voir p. 10) fournissent les éléments pertinents de différenciation de leurs principales composantes (tableau 2).

8. Pour une présentation de la catégorie, voir Desrosières-Thévenot, 2002.

9. Le texte exact de la question est : « Comment vous en sortez-vous avec les revenus de votre foyer... « très difficilement », « difficilement », « facilement » ou « très facilement » ? ».

10. Inactifs n'ayant jamais travaillé.

1. Du point de vue du statut professionnel, les classes moyennes du secteur privé, en constante expansion depuis le début des années 1980, l'emportent aujourd'hui en nombre sur celles du public. Au moment de l'élection présidentielle de 2007, ces classes moyennes du secteur public se différencient nettement de celles du privé par une féminisation dominante des emplois – 53 % de femmes au lieu de 38 % dans le privé – et des difficultés de revenu ressenties moins fréquemment que dans le secteur privé : 39 % au lieu de 43 %.

Tableau 2 : Les classes moyennes dans l'électorat en 2007

Les classes moyennes dans l'électorat selon...	Taux de féminisation	Âge < 40 ans	Difficultés de revenu ressenties
1. Leur statut			
– secteur public (47 %)*	53	37	39
– secteur privé (53 %)	38	43	43
2. Leur secteur d'activité professionnelle			
– éducation, santé, travail social (30 %)	65	51	35
– cadres moyens des fonctions publiques (15 %)	53	22	40
– cadres moyens des entreprises (24 %)	51	41	46
– techniciens et maîtrise (31 %)	16	39	43
3. Leur revenu**			
– revenu supérieur ou égal au revenu médian (48 %)	42	37	23
– revenu inférieur au revenu médian (52 %)	46	45	53
4. Leur diplôme			
– supérieur ou égal au bac (52 %)	52	64	35
– sans diplôme ou diplôme inférieur au bac (48 %)	37	16	48

* Poids du groupe dans l'ensemble de la catégorie des classes moyennes.

** Revenu du foyer tel que déclaré dans l'enquête et recalculé par « unité de consommation ». Le revenu médian est celui de la catégorie des classes moyennes.

Source : CEVIPOF, 2007.

2. Du point de vue du secteur où s'exerce l'activité professionnelle, quatre pôles sont distingués. Celui de l'éducation de la santé et du travail social rassemble les professeurs des écoles et instituteurs, les professions paramédicales et les travailleurs sociaux qui forment les gros bataillons du public. Le niveau de féminisation de ces professions est le plus élevé des quatre pôles (65 %) et la proportion de jeunes actifs de moins de 40 ans est majoritaire (51 %), ce qui témoigne de sa vitalité. Le deuxième

pôle est formé des cadres moyens généralistes des fonctions publiques ¹¹. Parmi eux, le taux de féminisation est encore majoritaire (53 %), mais les difficultés de revenus sont plus souvent évoquées que par les professions du pôle précédent : 40 % au lieu de 35 %. Le troisième pôle, constitué des cadres moyens du secteur privé, est équilibré en termes d'hommes et de femmes. De tous les pôles d'activité professionnelle, c'est celui où les difficultés financières du foyer sont le plus souvent évoquées (46 %). Enfin, le dernier pôle est formé des techniciens et des agents de maîtrise qui travaillent pour l'essentiel dans le secteur privé. Il se distingue surtout par le très faible taux de féminisation de ces professions : 16 %.

Le critère de revenu du ménage – selon le nombre de personnes qui en vivent – introduit comme attendu le clivage le plus net en termes de difficultés financières ressenties : peu répandues parmi les revenus égaux ou supérieurs au revenu médian de la catégorie (23 %), elles sont majoritaires (53 %) parmi les revenus modestes, inférieurs à cette norme catégorielle.

Pour finir, le diplôme entraîne un clivage entre bacheliers et diplômés de l'enseignement supérieur, parmi lesquels dominent les femmes (52 %) et les jeunes de moins de 40 ans (64 %), d'une part, et les personnes sans diplôme ou faiblement diplômées, d'autre part. Cette dernière composante s'oppose à la précédente par son faible taux de féminisation (39 %), la très faible présence des moins de 40 ans (16 %) et, surtout, la large diffusion de difficultés de revenus parmi ses membres (48 %).

Mais au-delà de ces différences internes de conditions sociales qui illustrent la thèse de l'hétérogénéité toujours actuelle des classes moyennes (Bouffartigue, 2011), le sentiment massif de tous les individus d'appartenir à une classe sociale constitue un ferment d'homogénéisation de la catégorie dans ses rapports avec le politique. L'enquête post-présidentielle 2007 du CEVIPOF montre que, de toutes les catégories sociales, les classes moyennes sont en effet celles où ce sentiment est le plus répandu : 64 % au lieu de 56 % pour les catégories supérieures et 55 % pour les catégories populaires. Et la fréquence de cette opinion varie peu selon les professions : de 59 % parmi les cadres administratifs du public – les moins concernés – à 67 % parmi les professions de l'éducation et de la santé – les plus concernées.

11. La dénomination de « cadre moyen » est celle de l'Insee, qui désigne ainsi les professions généralistes correspondant aux agents de catégorie B des fonctions publiques de l'État et des collectivités territoriales.

En septembre 2010, l'enquête Ifop réalisée pour la Fondapol confirme que la propension des professions intermédiaires à se reconnaître en tant que « classes moyennes » est la plus élevée de toutes les catégories sociales : 62 %. Cette propension est supérieure de 10 points à celle déjà majoritaire des Français à déclarer un sentiment d'appartenance à cette « classe subjective ¹² » (tableau 3).

Tableau 3 : Le sentiment d'appartenance à une classe sociale subjective

<i>Personnellement, vous situeriez-vous plutôt parmi...</i>	Ensemble des Français	Classes moyennes selon la nomenclature Insee*	Écart
Les défavorisés	4	2	- 2
Les catégories modestes	29	28	- 1
Les classes moyennes	52	62	+ 10
Les classes moyennes supérieures	13	7	- 6
Les favorisés ou les aisés	2	1	- 1
Total	100 %	100 %	

* *Catégorie des professions intermédiaires.*

Source : enquête Ifop/Fondapol, septembre 2010.

L'IDENTITÉ POLITIQUE DES CLASSES MOYENNES

La « politisation négative ¹³ »

Les classes moyennes font partie des catégories sociales les plus politisées, mais leur intérêt pour la politique est lié à leur acharnement particulier à la dénoncer. Cette tendance, qui n'est pas nouvelle, s'est encore accrue depuis la dernière élection présidentielle et n'a pas été démentie depuis (tableau 4).

En 2007, l'enquête post-présidentielle du CEVIPOF établit que sept électeurs des classes moyennes sur dix s'intéressent à la politique, et ce niveau d'intérêt est supérieur de 8 points à la moyenne de l'électorat. Le niveau d'information par le média TV est lui-même élevé (54 %), et

12. Selon les sociologues Guy Michelat et Michel Simon, la classe sociale subjective est fondée sur « une expérience vécue des réalités économiques et sociales et de la concurrence des idéologies » (Michelat-Simon, 1971).

13. Définie comme suit par Pascal Perrineau : « Une politisation assez forte qui va de pair avec une défiance à l'égard de la politique. »

quel qu'ait été leur choix présidentiel entre Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal, 71 % de ces électeurs sont satisfaits de la manière dont la démocratie fonctionne (+ 7 points par rapport à la moyenne de l'électorat) et encore 53 % sont confiants dans la capacité de l'élection présidentielle à faire « s'améliorer les choses » en France.

Cependant, les signes d'une tendance à la « politisation négative » (Missika, 1992) sont déjà en place, souvent plus développés que dans l'ensemble de l'électorat. Ils s'accroissent encore dans les années suivantes, comme le montrent les résultats de la première vague du Baromètre de la confiance en politique du CEVIPOF à la fin de l'année 2009. En effet, au lendemain de l'élection présidentielle de 2007, 30 % seulement des classes moyennes faisaient confiance aux partis politiques, au lieu de 34 % de l'électorat. Les hommes politiques n'étaient pas non plus épargnés : 30 % seulement des classes moyennes pensaient qu'ils se préoccupaient de « ce que pensaient les gens comme eux », et de toutes les catégories sociales, les classes moyennes étaient celles qui étaient les plus nombreuses (86 %) à croire à la corruption du personnel politique.

Tableau 4 : Les classes moyennes et la politique – Évolution 2007-2009

	Mai 2007 [%]	Décembre 2009 - [%]	Évolution 2007-2009
Intérêt pour la politique	70	63	- 7
Se tient informé quotidiennement	54	58	+ 4
Satisfait à l'égard du fonctionnement de la démocratie	71	60	- 9
Confiant dans les partis politiques	30	22	- 8
Juge que les hommes politiques sont « souvent » ou « parfois » corrompus	86	59	
Pense que les hommes politiques se préoccupent « beaucoup » ou « assez » des gens comme eux	30	24	- 6
Juge que l'élection présidentielle va permettre d'améliorer les choses	53		
Ne font confiance « ni à la gauche ni à la droite » pour gouverner	55	64	+ 9

Source : CEVIPOF, 2007 et 2009a.

Or ce contraste entre intérêt pour la politique et vision critique de la manière dont elle est pratiquée s'est encore amplifié durant les deux premières années du mandat de Nicolas Sarkozy. En décembre 2009, la politisation des classes moyennes se révèle toujours élevée. L'intérêt pour la politique, en légère baisse en l'absence d'une échéance électorale très rapprochée, est cependant toujours massivement majoritaire (63 %) et très supérieur à celui de l'ensemble de l'électorat (55 %). La propension à s'informer a gagné 4 points pour atteindre 62 %. Mais dans le même temps la satisfaction à l'égard du fonctionnement de la démocratie a reculé de 11 points (60 %) et la confiance dans les partis politiques, déjà peu répandue en 2007, a encore perdu 8 points, pour ne plus concerner qu'une très faible minorité des classes moyennes (22 %). Quant à la capacité du personnel politique à prendre en charge les préoccupations des gens, elle n'est plus reconnue que par un quart des électeurs des classes moyennes (- 6 points en deux ans). De plus, près de six électeurs sur dix (59 %) jugent les politiques « plutôt corrompus ». Au total, 64 % des classes moyennes ne font plus confiance ni à la gauche ni à la droite pour gouverner en décembre 2009 (+ 9 points par rapport à l'enquête 2007). La dégradation des jugements positifs envers les partis et le personnel politique est particulièrement sévère parmi la composante des classes moyennes aux revenus modestes.

Ces progrès de la politisation négative entraînent une dévalorisation d'ensemble de la politique aux yeux des classes moyennes. Son image, positive il y a vingt ans, a basculé (tableau 5). Au lendemain de l'élection présidentielle de 1988, qui ouvrait le second septennat de François Mitterrand, les classes moyennes valorisaient la politique à partir de deux traits positifs : son intérêt (29 %, 9 points au-dessus de la moyenne nationale) et l'espoir dont elle était porteuse (20 %). Globalement, l'ensemble des qualités représentait 55 % de l'image de la politique, tandis que les défauts n'en rassemblaient que 42 %, 2 % des personnes interrogées seulement ne se prononçant pas. Vingt ans plus tard, les traits négatifs attribués à la politique représentent les trois quarts de son image (76 %) : l'espoir s'est effondré à 6 %, le « dégoût » atteint 22 % et la méfiance devient le trait d'image dominant, touchant plus de quatre électeurs sur dix des classes moyennes (43 %). En somme, aujourd'hui la politique ne fait plus rêver...

Tableau 5 : La dégradation de l'image de la politique parmi les classes moyennes (1988-2010)

« <i>La politique vous inspire... »</i>	Mai 1988	Décembre 2010
de la méfiance	27	43
du dégoût	4	22
de l'intérêt	29	17
de l'ennui	11	10
de l'espoir	20	6
du respect	5	1
de la peur	–	1

Source : CEVIPOF, 1988 et 2010.

Cependant, dans ce contexte d'affirmation croissante de la « politisation négative », l'intérêt des classes moyennes pour les élections est élevé.

En 2010, dans la seconde vague du Baromètre de la confiance en politique du CEVIPOF, le vote est toujours jugé comme le moyen plus important pour se faire entendre, comparé à d'autres moyens relevant de l'action protestataire. C'est ainsi que pour « influencer les décisions prises en France », 65 % désignent le vote de préférence à la manifestation (6 %), à la grève sauvage (5 %) ou encore au boycott de produits ou d'entreprises (13 %).

Toutefois, la participation électorale – d'un niveau équivalent à celle de l'ensemble des électeurs depuis la fin des années 1970 – tend à fléchir depuis 2007 plus rapidement que celle de l'ensemble du corps électoral. Lors des élections européennes de 2009, elle a chuté de manière vertigineuse (37 %, 4 points en dessous de la moyenne nationale) et les élections régionales de 2010 ont confirmé cette démobilisation : 41 % de participation, au lieu de 46 % en moyenne nationale lors du premier tour.

L'accentuation de la « politisation négative » et le fléchissement de la participation électorale dans les élections les plus récentes, il est vrai « intermédiaires ¹⁴ », sont à mettre en relation avec le désabusement à l'égard de la politique que les classes moyennes partageaient déjà, en 2007,

14. On entend par là des élections dont les résultats sont sans effet direct sur la dévolution du pouvoir au niveau national.

avec la majorité des Français. En effet, dès le lendemain de l'élection présidentielle, pourtant très mobilisatrice, 55 % des classes moyennes ne faisaient confiance « ni à la gauche ni à la droite pour gouverner » et 52 % sont toujours du même avis en décembre 2010.

Oui au libéralisme culturel, non au libéralisme économique

La seconde tendance politique lourde des classes moyennes est leur adhésion aux valeurs du « libéralisme culturel ». Sous cette dénomination, on entend ¹⁵ un ensemble de valeurs hédonistes (bien-être, permissivité des mœurs), humanistes (refus de la peine de mort), universalistes (ouverture aux autres) et antiautoritaires (contestation de l'autorité et des hiérarchies au travail notamment) défendues par les catégories supérieures et les classes moyennes dans les années 1970. Le soutien indéfectible de ces valeurs constitue toujours aujourd'hui un marqueur culturel fort de leur identité politique.

En quarante ans, la diffusion de ces valeurs dans l'ensemble de la société s'est faite à plusieurs vitesses. La permissivité des mœurs est à présent beaucoup mieux acceptée, tandis que les valeurs qui relèvent plutôt de l'universalisme, comme les attitudes à l'égard des étrangers, plus particulièrement des immigrés, et les attitudes à l'égard de l'autorité, continuent de diviser la société (tableau 6).

Tableau 6 : Le libéralisme culturel des classes moyennes aujourd'hui (en %) ¹⁶

	Classes supérieures	Classes moyennes	Classes populaires	Ensemble des Français
Note élevée de libéralisme culturel	65	61	38	46
Note élevée d'attitudes anti-immigrés	35	33	54	48
Note élevée d'autoritarisme	34	30	48	41

Source : European Values Survey, 2008.

Les classes moyennes sont toujours aujourd'hui, aux côtés des catégories supérieures, les plus acquises au libéralisme culturel : respectivement 61 % et 65 % de ces deux catégories ont des notes élevées de libéra-

15. Dans le prolongement des travaux de Gérard Grunberg et Étienne Schweisguth (Grunberg-Schweisguth, 1990 ; Schweisguth, 2006).

16. On trouvera en annexe la composition détaillée des questions utilisées pour la construction des index.

lisme culturel ¹⁷ et sont spécialement distantes vis-à-vis des attitudes anti-immigrés et autoritaires. Elles se distinguent ainsi nettement des catégories populaires, qui adoptent les positions inverses. Au sein des classes moyennes, les attitudes des différentes composantes introduisent des nuances, mais jamais d'opposition, dans la détermination de la catégorie en faveur du libéralisme culturel et dans son rejet des attitudes anti-immigrés et autoritaires.

Mais si les classes moyennes se posent avec les catégories supérieures comme les championnes du libéralisme culturel, elles s'en distinguent en revanche en ce qui concerne leur attitude – globalement négative – à l'égard du libéralisme économique (tableau 7). Sur ce point, elles se rangent, en effet, aux côtés des classes populaires pour critiquer la concurrence, manifester leur défiance vis-à-vis des incitations aux efforts individuels s'ils accroissent les inégalités de revenus et se diviser sur l'attitude que l'État doit adopter envers les entreprises : 51 % sont favorables à ce qu'il leur laisse la bride sur le cou, contre 49 % qui pensent que l'État doit les contrôler. Globalement, seulement 42 % des classes moyennes ont une note élevée de libéralisme économique ¹⁸, au lieu de 51 % des catégories supérieures et 38 % des classes populaires.

Tableau 7 : Le libéralisme économique des classes moyennes aujourd'hui (en %) ¹⁹

	Classes supérieures	Classes moyennes	Classes populaires	Ensemble des Français
Note élevée de libéralisme économique	51	42	38	43
« La concurrence est une bonne chose »	55	41	39	42
« L'État devrait donner plus de liberté aux entreprises »	56	51	49	51
« Il faut encourager davantage les efforts individuels »	55	46	42	46

Source : European Values Survey, 2008.

17. Cette note prend en compte les réponses « libérales » à au moins deux des trois questions qui définissent l'index de libéralisme culturel. Pour les index d'attitudes anti-immigrés et d'autoritarisme, le principe de calcul est identique. On trouvera en annexe la composition détaillée des questions utilisées pour la construction des index.

18. Cette note prend en compte au moins deux des trois réponses « antilibérales » à trois questions de la même enquête que celle utilisée pour identifier le libéralisme culturel des classes moyennes.

19. On trouvera en annexe la composition détaillée des questions utilisées pour la construction des index.

En définitive, la relation spécifique des classes moyennes au libéralisme est aujourd'hui faite d'une adhésion forte au libéralisme culturel associée à un rejet majoritaire du libéralisme économique : 40 % des classes moyennes se reconnaissent dans cette position contrastée, alors que dans l'ensemble de la société française elle ne compte que 29 % d'adeptes (tableau 8).

Tableau 8 : Les classes moyennes et le libéralisme culturel *versus* économique

	Libéralisme économique fort	Libéralisme économique faible
Libéralisme culturel fort	22 %	40 %
Libéralisme culturel faible	18 %	20 %

Source : European Values Survey, 2008.

La volatilité du positionnement politique

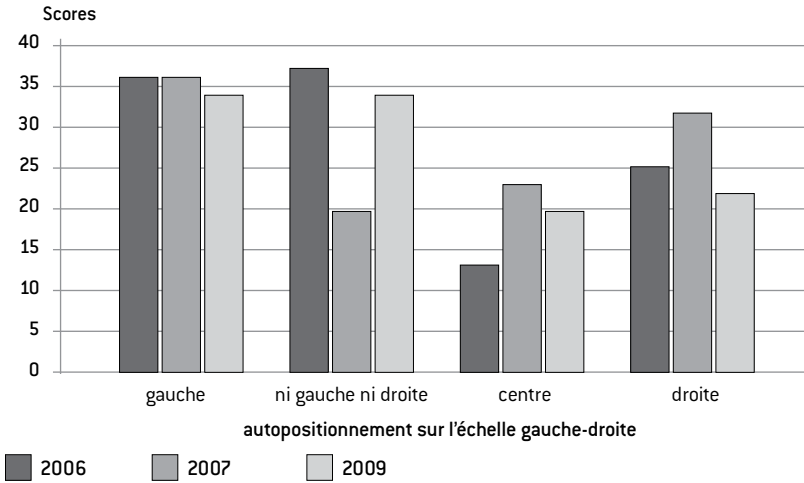
La troisième caractéristique de l'identité politique des classes moyennes est la volatilité de leur positionnement politique sur la période récente, volatilité largement supérieure par son ampleur à celle observée pour l'ensemble du corps électoral. Entre 2006 et 2010, leur déploiement dans l'espace politique évalué par l'autopositionnement sur l'échelle gauche-droite²⁰ montre l'absence de polarisation politique stable selon ce clivage classiquement structurant des comportements politiques (figure 1).

Certes, durant ces quatre années, la proportion des classes moyennes qui s'est déclarée « à gauche » est restée à peu près constante, mais ce positionnement de gauche n'a rassemblé lors de chaque mesure qu'environ un tiers de la catégorie. Pour les deux autres tiers, de fortes oscillations de polarisation entre le centre, la droite et la position « ni de gauche ni de droite » ont été relevées d'une enquête à l'autre.

Au printemps 2006, dans la première vague du Baromètre politique français du CEVIPOF, le positionnement hors du clivage gauche-droite (« ni gauche ni droite ») s'équilibre avec le positionnement à gauche (respectivement 34 % et 33 %), alors que les positionnements à droite

20. Le texte de la question posée de manière identique dans les quatre enquêtes du Cevipof est : « Diriez-vous que vous êtes très à gauche, à gauche, au centre, à droite, très à droite, ni à gauche ni à droite ? ». Les deux positions extrêmes de la gauche et de la droite étant très peu choisies par les classes moyennes, l'analyse se fait en considérant le total des positionnements à gauche et le total de ceux à droite.

Figure 1 : La volatilité du positionnement politique des classes moyennes 2006-2009



Source : CEVIPOF, 2006, 2007, 2009a.

(23 %) et *a fortiori* au centre (12 %) attirent beaucoup moins les classes moyennes, un an avant l'élection présidentielle.

Toutefois, en mai 2007, au lendemain de la victoire de Nicolas Sarkozy, les classes moyennes renouent comme l'ensemble des Français avec la polarisation gauche-droite (33 %-29 %) et sont secondairement attirées par le centre, incarné avec succès par François Bayrou : 21 %, + 9 points en un an. C'est l'attitude phare de l'année précédente, « ni gauche ni droite », qui fait les frais des nouvelles polarisations et recule de 16 points, à 18 %. Les repolarisations au bénéfice de la gauche sont les plus fréquentes parmi les plus diplômés (37 %), les salariés du public (41 %) et les classes moyennes aux revenus modestes (37 %), tandis que celles vers la droite dominent parmi les moins diplômés (34 %), les salariés du privé et les classes moyennes aux revenus élevés (37 %).

Or, deux ans et demi plus tard et après la victoire du parti présidentiel lors des élections européennes de juin 2009, environ la moitié des classes moyennes rejette à nouveau le clivage gauche-droite au bénéfice de la position « ni gauche ni droite ». Parmi les salariés du privé, les échanges entre la droite – dominante en 2007 – et la position « ni gauche

ni droite » – dominante en 2009 – sont les plus spectaculaires : recul de 17 points pour la droite, qui chute à 17 %, et progression de même ampleur pour les « ni gauche ni droite », pour atteindre 34 %.

LE VOTE DES CLASSES MOYENNES

Replacé dans une perspective de long terme, le vote des classes moyennes aux élections nationales fait apparaître trois caractéristiques majeures qui le distinguent de celui des autres catégories sociales (tableau 9).

La première caractéristique est l'avantage dont bénéficie la gauche par rapport à la droite à chaque élection nationale de la période 1978-2007, le plus souvent dès les premiers tours des élections présidentielles. Et, lors du tour décisif, les classes moyennes ont toujours fait majoritairement le choix du candidat de la gauche : massivement en 1988 (59 % pour François Mitterrand), de justesse en 1995 (51 % pour Lionel Jospin), mais de nouveau généreusement en 2007 (54 % pour Ségolène Royal).

La deuxième caractéristique concerne le peu d'attraction des classes moyennes, comparée à celle de l'ensemble des Français, pour les formations présentant une position extrême sur l'échiquier politique, qu'il s'agisse des mouvements d'extrême gauche ou du Front national. En ce qui concerne les formations d'extrême gauche, le vote des classes moyennes a toujours été inférieur à celui de l'ensemble des électeurs, avec cependant une tendance des salariés du secteur public à se distinguer lors des deux dernières élections présidentielles par un vote d'extrême gauche plus élevé que celui l'ensemble de la catégorie : 14 % en 2002, au lieu de 10 % pour l'ensemble des classes moyennes, et 7 % en 2007, au lieu de 5 %. Quant au vote Front national, il est lui aussi toujours nettement inférieur à la moyenne nationale. Mais il est vrai qu'au sein de la composante faiblement diplômée des classes moyennes – la plus masculine, la plus âgée et celle où les difficultés de revenus concernent un foyer sur deux ²¹ –, le FN réalise des scores plus élevés, dont les niveaux se rapprochent de ceux des catégories populaires : 20 % en 2002 et 12 % en 2007 ²².

21. Cf. tableau 2.

22. Ce qui valide la thèse du sociologue Camille Peugny, selon laquelle les phénomènes de déclassement social sont propices à l'adoption de comportements politiques radicalisés et notamment de vote pour l'extrême droite (Peugny, 2009).

Tableau 9 : Le vote des classes moyennes aux élections nationales de la période 1978-2007 (en %)

	L 1978 1er tour	P 1988 1er tour	P 1988 2e tour	P 1995 1er tour	P 1995 2e tour	P 2002 1er tour	P 2007 1er tour	P 2007 2e tour
Gauche	57	48	59	46	51	52	42	54
– dont extrême gauche	3	2		5		10	5	
– dont PS	26	35	59	25	51	20	30	54
– dont Verts	–	–		5		9	3	
Ni gauche ni droite	–	6	–	–	–	–	24	
– dont centre	–	–		–	–	–	24	
Droite	43	35	41	41	49	34	26	46
Extrême droite	–	11	–	13	–	14	8	–

Légende : P = élection présidentielle ; L = élections législatives

Source : CÉVIPOF, 1978-2007 ; enquêtes TNS Sofres pour 2009 et 2010.

La troisième caractéristique du vote des classes moyennes est leur attitude, quand l'offre électorale le permet, pour les candidats revendiquant un positionnement hors du clivage gauche-droite. Ce fut déjà le cas en 1988 avec la candidature de l'écologiste Antoine Waechter, qui obtint 6 % des suffrages des classes moyennes au lieu de 4 % dans l'ensemble de l'électorat, puis de nouveau en 2007 avec la candidature centriste de François Bayrou : 24 % au lieu de 19 %.

L'ancrage à gauche

L'ancrage à gauche est une constante du vote de cette catégorie sociale depuis la fin des années 1970. La gauche domine la droite régulièrement de plus de 10 points de pourcentage lors des premiers tours de toutes les élections présidentielles. La seule exception est celle de l'élection de 1995 qui clôt les « années Mitterrand ». Les classes moyennes maintiennent alors moins généreusement leur vote envers une gauche dévalorisée par les avatars des derniers gouvernements de la gauche unie²³ et démoralisée par sa cuisante défaite aux élections législatives de 1993²⁴ : l'écart gauche-droite n'est que de 5 points en faveur de la gauche.

23. Les gouvernements Cresson et surtout Bérégovoy ont connu plusieurs scandales financiers.

24. Ayant entraîné la seconde cohabitation : 1993-1995.

Cette domination de la gauche a été longtemps facilitée par le handicap que représentait, pour la droite, l'installation du Front national sur la scène électorale depuis 1988. Même si les classes moyennes ont été beaucoup moins attirées par ce vote protestataire que d'autres catégories sociales – notamment les catégories populaires –, Jean-Marie Le Pen a retenu suffisamment d'électeurs pour pénaliser le vote de droite et conforter celui de gauche dans sa position privilégiée.

Toutefois, deux périodes doivent être distinguées. La première court de la fin des années Mitterrand au premier tour de l'élection présidentielle de 2007. Elle se caractérise par la tendance au tassement du vote de gauche des classes moyennes lors des premiers tours d'élection présidentielle (– 6 points entre 1988 et 2007), compensé lors des seconds tours par un sursaut de mobilisation et un « vote utile » majoritaire en faveur du candidat de gauche. La dernière élection présidentielle porte cette tendance à son paroxysme. Le vote de gauche des classes moyennes s'établit au premier tour à son niveau historiquement le plus bas depuis 1988 : 42 %. Ce « score-plancher » est en relation avec l'attraction exercée par la candidature UMP de Nicolas Sarkozy. Avec 25 % des suffrages²⁵, il réalise parmi les classes moyennes un score inégalé par les candidats RPR ou UDF, qui n'avaient jamais franchi la barre des 20 % des suffrages auprès de cette catégorie d'électeurs²⁶ dans les années 1990. Au succès de la candidature, Nicolas Sarkozy s'ajoute l'attrait de celle de François Bayrou qui réalise parmi les classes moyennes un score de 24 %, supérieur de 5 points à sa moyenne nationale. Ce premier tour de l'élection présidentielle de 2007 est aussi un révélateur de la forte hétérogénéité des votes des différentes composantes des classes moyennes (tableau 10).

Le vote de gauche connaît des variations d'environ 10 points ou plus selon le statut – public (49 %) ou privé (36 %) – des électeurs, selon leurs revenus – modestes (49 %) ou élevés (36 %) – et selon leur niveau de diplôme – égal ou supérieur au bac (46 %) ou inférieur au bac (37 %).

De même, l'attraction exercée par chacun des principaux candidats est tout autant contrastée. Le vote Bayrou atteint 30 % parmi les professions de l'éducation de la santé et du travail social, mais seulement 20 % parmi les revenus modestes.

25. Et avec pour seul concurrent au sein de la droite Philippe de Villiers, qui rassemble environ 1 % des votes des classes moyennes.

26. En 1995, Édouard Balladur devance Jacques Chirac avec un score de 19 %, et en 2002 Jacques Chirac obtient 17 %. Le score de Nicolas Sarkozy en 2007 fait ainsi mentir l'adage selon lequel la présence de deux candidats d'une même famille maximise le score global de la famille.

Tableau 10 : Le vote présidentiel 2007 des différentes composantes des classes moyennes (en %)

	1er tour gauche	1er tour Bayrou	1er tour Sarkozy	1er tour Le Pen	2e tour Royal	2e tour Sarkozy
<i>Ensemble des classes moyennes</i>	42	24	26	8	54	46
Statut						
– secteur public	49	22	21	7	63	37
– secteur privé	36	26	28	7	47	53
Diplôme						
– bac et plus	46	28	22	3	61	39
– inférieur au bac	37	20	27	12	46	54
Revenu						
– élevé	36	23	33	6		
– modeste	49	22	18	9		
Secteur d'activité professionnelle*						
– éducation, santé, travail social	47	30	18	2	65	35
– techniciens et contremaîtres	40	21	21	9	51	49

* N'ont été conservés que les deux pôles d'activité professionnelle aux effectifs suffisants pour le traitement statistique du vote.

Source : CEVIPOF, 2007.

Le vote pour Nicolas Sarkozy fait une forte percée (33 %) parmi les classes moyennes aux revenus élevés, qui le place très près du niveau du vote de gauche (36 %) de cette composante. En revanche, parmi les professions de l'éducation de la santé et du travail social et les classes moyennes aux revenus modestes, le vote Sarkozy plafonne à 18 %.

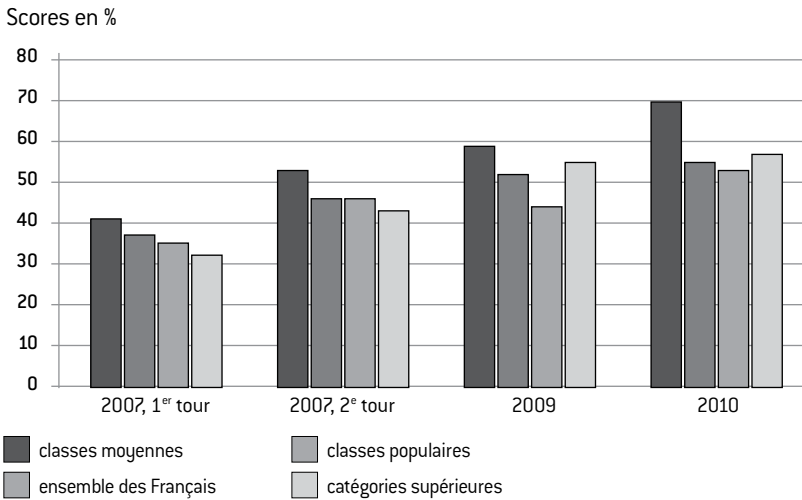
Quant au vote FN, il est à son maximum parmi les classes moyennes peu diplômées (12 %) et atteint encore 9 % parmi les techniciens et contremaîtres, mais ne concerne que 3 % des bacheliers et diplômés de l'enseignement supérieur ou 2 % des professions de l'éducation et de la santé et du travail social.

Cependant, une seconde période s'ouvre avec le second tour de l'élection présidentielle de 2007, caractérisée par le retour en force du vote de gauche : Ségolène Royal obtient 54 % des suffrages des classes moyennes (65 % parmi les professions de l'éducation et de la santé et encore 63 % parmi les salariés du secteur public), au rebours de la majorité des Français qui élisent Nicolas Sarkozy²⁷. Les élections européennes de 2009 et régionales de 2010 confirmeront ce retour du vote de gauche²⁸ (figure 2).

27. Mais 53 % des classes moyennes du secteur privé et 54 % de celles aux revenus modestes ont voté pour Nicolas Sarkozy.

28. Voir en annexe les résultats des élections de 2009 et de 2010.

Figure 2 : Le retour en force du vote de gauche des classes moyennes 2009-2010



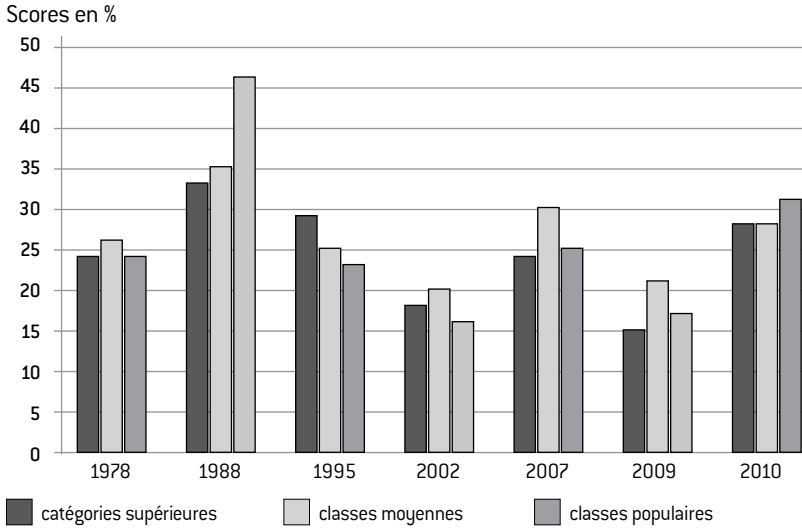
En 2009, le vote de gauche des classes moyennes atteint 60 %, une nouvelle fois en sens inverse des résultats du scrutin favorable à la droite, surtout à l'UMP. En 2010, aux élections européennes, il bat un record jamais égalé depuis les années 1970 avec un score de 71 %, 17 points au-dessus de la moyenne nationale et encore 13 points au-dessus du vote des catégories supérieures. Mais, comme on va le voir, ce retour en force du vote gauche des classes moyennes profite peu au PS.

Le PS n'est plus le « parti des classes moyennes » des années Mitterrand

Depuis la fin des années 1970, les classes moyennes ont incontestablement fait partie des plus fidèles soutiens électoraux du PS et ont continué de le soutenir dans les moments difficiles de l'après-Mitterrand, à la différence des autres catégories populaires ou supérieures, plus volatiles (figure 3).

Ainsi, en 2002, lorsque l'électorat du PS se disperse sur une offre électorale de gauche pléthorique, sans doute fatale à Lionel Jospin, les classes moyennes donnent encore 20 % de leurs voix au candidat socialiste, qui n'en recueille que 16 % au niveau national. En 2007, lorsque la candidate socialiste Ségolène Royal est contestée jusqu'au sein de son propre parti, elle obtient 30 % (au lieu de 25 % en moyenne) dans cette

Figure 3 : Le vote PS des différentes catégories sociales : 1978-2010



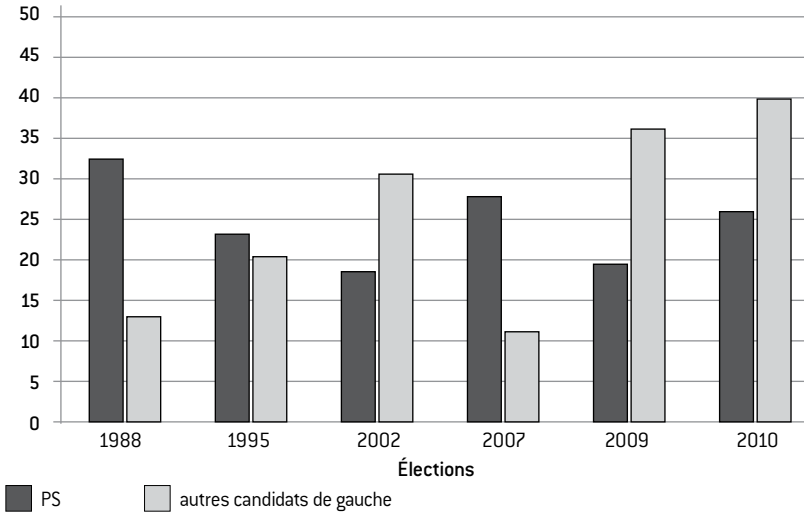
Source : enquêtes postélectorales du CEVIPOF et enquêtes TNS Sofres pour 2009 et 2010. En 1981, il n'y a pas eu d'enquête CEVIPOF.

catégorie sociale. Enfin, aux élections européennes de 2009, alors que le PS pâtit du flou de ses positions européennes face à un parti présidentiel qui, avec Nicolas Sarkozy, affiche haut et fort son engagement pour la cause de l'Europe, le score moyen des listes socialistes est de 21 % (au lieu de 16 % en moyenne). Sur l'ensemble de cette période, le vote PS des classes moyennes n'est pratiquement jamais descendu au-dessous de 20 % dans les premiers tours de scrutins ²⁹.

Toutefois, malgré ces démonstrations incontestables de fidélité d'une partie des classes moyennes, leur relation au PS n'est plus celle des années Mitterrand (figure 4). Tout d'abord parce que ces classes sont sensibles au renouvellement de l'offre électorale de la gauche, qui contribue par ailleurs aux difficultés grandissantes que le PS rencontre pour conserver la position de parti dominant de son camp (Dupoirier, 2008). De ce point de vue, l'évolution du comportement des classes moyennes ne se distingue pas de celui des autres catégories sociales.

29. La seule exception concerne les élections européennes de 1994 où la liste PS conduite par Michel Rocard a été fortement concurrencée par celle de Bernard Tapie, sur laquelle figuraient quelques personnalités socialistes.

Figure 4 : Le PS soumis à la concurrence des autres forces de gauche
Scores en %



L'élection de 1995 est l'occasion de la première alerte de recul du vote PS. Lionel Jospin recueille au premier tour 25 % des votes des classes moyennes, un score qui se différencie à peine des 22 % cumulés par les autres candidats de la gauche. On est loin de la position dominante de François Mitterrand qui, débarrassé en 1988 de la concurrence substantielle du PC, obtenait 35 % quand ses concurrents de gauche ne totalisaient que 14 %. Pourtant, le nombre de candidats de gauche concurrents du PS en 1995 est similaire à celui de 1988 et le volume des voix qu'ils rassemblent auprès des classes moyennes est resté quasiment identique : 49 % en 1988, 47 % en 1995³⁰.

Le premier tour de l'élection présidentielle de 2002 confirme la mise en difficulté du PS : son candidat ne recueille que 20 % des voix, face, il est vrai, à sept concurrents de gauche qui en totalisent 33 %³¹. Et si la situation paraît à nouveau contrôlée en 2007, alors que la concurrence des « petits candidats » de gauche est toujours nombreuse³², c'est que

30. En 1988, l'offre de candidature à gauche comprenait quatre « petits candidats » en plus de François Mitterrand : Laguiller et Bousset (EXG), Juquin (diss. PCF) et Lajoie (PCF). En 1995, Lionel Jospin partageait l'offre de la gauche avec trois « petits candidats » : Laguiller (EXG), Hue (PCF) et Voynet (Verts).

31. Il s'agit de Gluckstein, Laguiller et Besancenot (EXG), Hue (PCF), Chevènement (MDC), Taubira (Rad.) et Mamère (Verts).

32. Il s'agit de six candidats : Besancenot, Shivardi et Laguiller pour l'extrême-gauche, Buffet (PCF), Bové (Altermondialiste) et Voynet (Verts).

le souvenir du 21 avril 2002³³ incite les électeurs de gauche des classes moyennes à un « vote utile » en faveur du PS dès le premier tour. Mais ce souvenir est bien fugace, puisque dès les élections européennes de 2009, puis régionales de 2010, le Parti socialiste se voit à nouveau délaissé. En bref, son image de « parti des classes moyennes » des années Mitterrand a vécu.

Plus préoccupant pour le PS, le recul de sa position dominante sur la gauche constatée en 2009 puis en 2010 est dû à des logiques nouvelles. En effet, le PS ne pâtit plus de la dispersion des votes de gauche sur plusieurs petits candidats, mais de la concentration de ces votes sur les listes concurrentes de l'allié Verts. Aux élections européennes, les listes PS (21 %) sont devancées par les listes Europe Écologie (24 %). Aux élections régionales de 2010, dans un scrutin *a priori* favorable au PS qui préside les majorités sortantes de 21 des 22 régions métropolitaines, les listes socialistes ne font pas au premier tour un meilleur score que les listes Europe Écologie : en moyenne 28 %. Plus inquiétant encore pour les socialistes, les suffrages recueillis par le PS parmi les classes moyennes en 2010 représentent toujours une minorité des votes de gauche, alors qu'au sein de l'ensemble de l'électorat, le PS redevient le bénéficiaire majoritaire de ce vote de gauche, effaçant ainsi rapidement sa déroute des élections européennes.

VERS LE RENDEZ-VOUS ÉLECTORAL DE 2012

Les relations compliquées des classes moyennes avec le PS

On aurait tort de conclure trop rapidement des développements exposés ci-dessus que les relations privilégiées entre les classes moyennes et le PS appartiennent définitivement au passé. En novembre 2008, une enquête de TNS Sofres-Logica pour *Le Monde* révèle que 53 % d'entre elles considèrent encore le PS comme le parti le mieux à même de « comprendre et répondre aux aspirations des classes moyennes », alors que 30 % seulement désignent l'UMP. Ce qui n'exclut pourtant pas des

33 . Date du premier tour de l'élection présidentielle de 2002 et de l'élimination du candidat socialiste Lionel Jospin du second tour.

jugements sévères à l'égard du Parti socialiste, vigoureusement critiqué dans la même enquête par les classes moyennes pour son dynamisme insuffisant (71 %) et ses positions dans la crise financière de 2008, jugées encore moins satisfaisantes que celles de l'UMP (25 % de satisfaction pour celles du PS et 37 % pour celles de l'UMP).

Par ailleurs, l'attirance exercée par le parti des Verts est plus inquiétante pour le PS. En décembre 2009 ³⁴, les classes moyennes désignent le parti écologiste aussi souvent que le PS comme parti « le plus proche ou disons le moins éloigné » (14 % pour les premiers, 13 % pour le second). On peut faire l'hypothèse que le succès d'Europe Écologie aux élections régionales de 2010 a encore accru son attrait potentiel, et que cet attrait en fera en 2012 pour le candidat PS un allié dangereux au premier tour et exigeant pour les conditions de son ralliement au second tour.

Les effets politiques de la crise ?

Plusieurs lectures contradictoires de l'impact de la crise sur les catégories sociales créent actuellement une controverse parmi les analystes. Le débat porte sur le fait de savoir si la crise actuelle menace – et comment – la position des classes moyennes dans le champ social. Plus précisément, le débat tourne autour de l'existence et l'évaluation d'un processus de déclassement qui entraînerait la « paupérisation » de cette catégorie sociale.

Pour certains experts, dont ceux du Centre d'analyse stratégique (CAS) ³⁵, il s'agirait largement d'un leurre. La paupérisation des classes moyennes serait une préoccupation de « classe anxieuse », « relayée par les médias mais aussi par les travaux académiques ³⁶ », qu'aucune exploration de long ou moyen terme ne viendrait étayer. En effet, statistiquement parlant, leur niveau de vie aurait continué de s'améliorer depuis la fin des Trente Glorieuses. Leur revenu aurait augmenté de 85 %, notamment grâce à un système fiscal plus favorable que dans d'autres pays européens et à un bas niveau d'endettement par rapport à d'autres catégories sociales. On observerait, tout au plus, une diminution du rythme de progression de leurs revenus du travail depuis 1996.

Pour le sociologue Louis Chauvel, en revanche, la « paupérisation

34. Baromètre CEVIPOF de la confiance en politique, vague 1.

35. Le CAS a publié en juillet 2009 un rapport intitulé « La mesure du déclassement ».

36. Rapport du CAS, p. 58.

des classes moyennes » est en marche (Chauvel, 2006). L'« ascenseur social » qui avait permis la mobilité ascendante des classes moyennes par rapport aux générations précédentes durant les Trente Glorieuses est à présent en panne. Les positions sociales conquises en période de croissance seraient sapées à leur base par son ralentissement, le déploiement de la globalisation et le développement de la crise actuelle, renforçant les risques de précarité et de déclassement intergénérationnel ³⁷.

Toutefois, en septembre 2010, à un moment où les effets sociaux de la crise sont nettement installés, l'enquête de la Fondapol sur les classes moyennes ne confirme pas les craintes de déclassement social massif redoutées ci-dessus. Une solide majorité d'entre elles (62 %) se déclare « satisfaite de leur position sociale dans la société ». Surtout, 52 % des classes moyennes actives en 2010 ³⁸ décrivent cette position sociale comme identique à celle de leurs parents (tableau 11). Seulement 22 % d'entre elles pensent que leurs parents appartiennent à des catégories sociales supérieures à la leur, alors que c'est le cas de 57 % des personnes appartenant aux catégories populaires (qui déclarent des parents appartenant aux couches moyennes et encore 14 % aux catégories les plus favorisées). On note enfin que la crise n'a pas tari pour le moment le flux des mobiles ascendants parmi les classes moyennes (26 %), mais que ce flux compense de surcroît nettement celui des personnes faisant état d'un déclassement intergénérationnel (22 %).

Tableau 11 : L'évaluation du déclassement intergénérationnel des classes moyennes en 2010 (en %)

<i>Situeriez-vous vos propres parents plutôt parmi...</i>	Les défavorisés ou les catégories modestes	Les classes moyennes	La classe moyenne supérieure, les favorisés ou les aisés	
Catégories supérieures	24	43	33	100 %
Catégorie des classes moyennes	26	52	22	100 %
Catégories populaires	29	57	14	100 %

Source : Fondapol/Ifo, 2010.

37. Dans cette étude consacrée au vote des classes moyennes, le déclassement social n'est pas traité sous l'angle intergénérationnel mais sous l'angle intragénérationnel du décalage entre le niveau de diplôme ou de revenu de l'individu et la norme de sa catégorie d'appartenance.

38. Il s'agit de l'activité au sens de l'Insee, qui comprend les personnes exerçant un emploi, auxquelles s'ajoutent celles à la recherche d'un emploi.

Mais les enquêtes récentes du CEVIPOF montrent que, dès décembre 2009 ³⁹, une grande majorité des classes moyennes (59 %) redoute « beaucoup » ou « un peu » le risque de chômage, une inquiétude globalement de même ampleur que celle éprouvée par les catégories populaires (60 %), et qui atteint 65 % des classes moyennes aux revenus modestes. De plus, 46 % déclarent « vivre difficilement » avec les revenus de leur foyer, soit une hausse modérée de 5 points de cette inquiétude par rapport à celle déclarée en mai 2007 mais qui touche aussi une solide majorité des classes moyennes aux revenus modestes (60 %). Enfin, les classes moyennes sont massivement convaincues que, dans le futur, la transmission à leurs enfants de leur position sociale actuelle, sans même parler d'une amélioration de cette position, sera problématique : environ les trois quarts (73 %) pensent que leurs enfants « auront moins de chance » qu'eux aujourd'hui. En clair, elles redoutent pour l'avenir une « panne » de l'ascenseur social, et cette crainte affecte toutes les composantes de la catégorie.

Enfin, en décembre 2010, dans la seconde vague du Baromètre de la confiance en politique du CEVIPOF, 30 % des classes moyennes citent spontanément la crise économique et financière comme l'événement principal qui explique leur perte de confiance dans l'avenir, au lieu de 25 % de l'ensemble des Français ⁴⁰. Ces observations suggèrent que la situation de déclassement intragénérationnel par le revenu accentue le pessimisme des perceptions et des représentations de leur condition sociale que se font les classes moyennes en période de crise.

Perte de confiance dans la politique et l'économie

La crise de confiance à l'égard de la politique et des personnalités qui la mettent en œuvre paraît plus inquiétante pour ses conséquences sur la mobilisation électorale et l'orientation des votes en 2012. Encore faut-il en préciser les contours (tableau 12).

Tout d'abord, cette crise n'est pas générale. Elle n'affecte pas la confiance massive des classes moyennes dans les grandes institutions du service public, qui obtiennent des taux de confiance conséquents en 2009 et encore en 2010. Dans une moindre mesure, la crise épargne aussi les grandes entreprises publiques qui, en 2010, ont conservé la confiance de 51 % des classes moyennes.

39. Dans la première vague du Baromètre de la confiance en politique du CEVIPOF.

40. Réponses spontanées à la question : « Y a-t-il, dans les années récentes, un ou des événements qui vous ont conduit à perdre confiance dans l'avenir ? ».

Tableau 12 : La perte de confiance dans les institutions des classes moyennes

	Taux de confiance 2009 %	Taux de confiance 2010 %	Évolution classes moyennes	Évolution électorat
Les hôpitaux	88	96	+ 8	0
La police	70	66	- 4	+ 4
Les grandes entreprises publiques	54	51	- 3	- 6
Les grandes entreprises privées	42	35	- 7	- 4
Les syndicats	37	42	+ 5	- 3
Les banques	31	20	- 11	- 8
Les partis	14	12	- 2	0
Le G20	24	22	- 2	- 1

Source : CEVIPOF, 2009b et 2010.

En revanche, cette crise affecte sans doute possible toutes les institutions privées testées par le CEVIPOF qui œuvrent dans les champs de la politique et de l'économie. Dans le champ de l'économie, la dégradation de la confiance est particulièrement importante entre 2009 et 2010 pour les banques (- 11 points), les grandes entreprises privées (- 7 points) et les institutions de régulation internationale : le G20 ne bénéficie en 2010 de la confiance que de 22 % des classes moyennes. Finalement, ce sont les syndicats qui « tiennent » le mieux dans cette période d'incertitude économique, avec un score de confiance de 42 % en 2010, en hausse de 5 points par rapport à l'évaluation de l'année précédente. Les classes moyennes redécouvrent sans doute leurs mérites en période de fortes menaces sur l'emploi, lorsque leur confiance dans l'entrepreneuriat privé se délite. Restent les partis politiques, les mal-aimés des classes moyennes – comme des Français –, qui sont de plus en plus nombreuses à leur retirer leur confiance : déjà faible en 2009 (14 %), elle plafonne à 12 % à la fin de l'année 2010. Notons enfin que, pour toutes les institutions considérées, le recul de la confiance des classes moyennes est plus prononcé que celui de l'ensemble de l'électorat.

C'est en définitive le personnel politique qui fait le plus largement les frais de la perte de confiance des classes moyennes en 2010 (tableau 13). Les maires sont les seuls à tirer encore leur épingle du jeu en conservant en 2010 la confiance majoritaire des classes moyennes (57 %), tandis que la confiance dans le député s'effondre à 38 % (- 15 points), celle dans le Premier ministre recule de 7 points, à 36 %, et celle dans le prési-

dent de la République (25 %) poursuit en 2010 une chute déjà largement entamée en 2009 (– 12 points). Quelle que soit la fonction du personnel politique considéré, le reflux de confiance des classes moyennes se révèle toujours plus important que celui de l'ensemble des électeurs.

Tableau 13 : La perte de confiance des classes moyennes dans le personnel politique

	Taux de confiance 2009 %	Taux de confiance 2010 %	Évolution classes moyennes	Évolution électorat
Votre maire	73	57	– 16	– 11
Votre député	53	38	– 15	– 6
Le Premier ministre actuel	43	36	– 7	+ 2
Le président de la République actuel	37	25	– 12	– 3

Source : CEVIPOF, 2009b et 2010.

Cette grande désillusion à l'égard de la politique et de la manière dont elle est pratiquée ne débouche pas, loin s'en faut, sur une tentation protestataire. La crainte d'une radicalisation inédite du vote des classes moyennes en 2012 résultant d'un ressenti dramatisé de la crise et du recul de la confiance dans les acteurs politiques – comme le suggère la thèse de Camille Peugny⁴¹ – n'est cependant pas confortée par les récentes enquêtes du CEVIPOF. La crise n'émousse pas la volonté des classes moyennes de participer au jeu démocratique et les entraîne peu souvent vers une conception « radicale » de l'action politique, privilégiant les actions protestataires (tableau 14).

Tableau 14 : Mobilisation et radicalisation politique des classes moyennes (en %)

	Classes supérieures	Classes moyennes	Classes populaires	Ensemble des électeurs
Note élevée de mobilisation politique	68	54	49	54
Note élevée de radicalisation politique	35	39	39	38

Source : Baromètre CEVIPOF 2009a.

41. La démonstration de Camille Peugny repose sur une analyse des attitudes et comportements favorables aux thèses de l'extrême droite et au FN au moment de l'élection présidentielle de 2002.

En effet, 54 % d'entre elles obtiennent une note élevée sur un index de mobilisation politique qui prend en compte la défense du vote comme moyen d'influence prioritaire, la pratique de la manifestation, l'engagement associatif et la participation systématique aux élections. Leurs pratiques et/ou intentions de mobilisation sont certes moins massives que celles des catégories supérieures (68 %) mais clairement plus fréquentes que celles des catégories populaires plus souvent en retrait (49 %).

Seule une minorité des classes moyennes se déclare prête à utiliser des modes protestataires de mobilisation : 39 % obtiennent une note élevée sur un index de radicalisation politique qui prend en compte la pratique et/ou l'intention de recours aux grèves sauvages, aux occupations d'usines ou de bureaux ainsi que la demande de réformes « en profondeur » du système capitaliste ⁴².

Pour finir, une analyse des correspondances multiples (ACM) ⁴³ réalisée à partir de la première vague du Baromètre de la confiance en politique du CEVIPOF en décembre 2009 (figure 5) permet d'apprécier en synthèse les logiques d'organisation des opinions et attitudes des classes moyennes présentées dans les développements précédents ⁴⁴. Les résultats de l'ACM définissent un plan organisé par deux axes qui expliquent à eux deux 88 % de la variance totale des attitudes et opinions politiques des classes moyennes en décembre 2009.

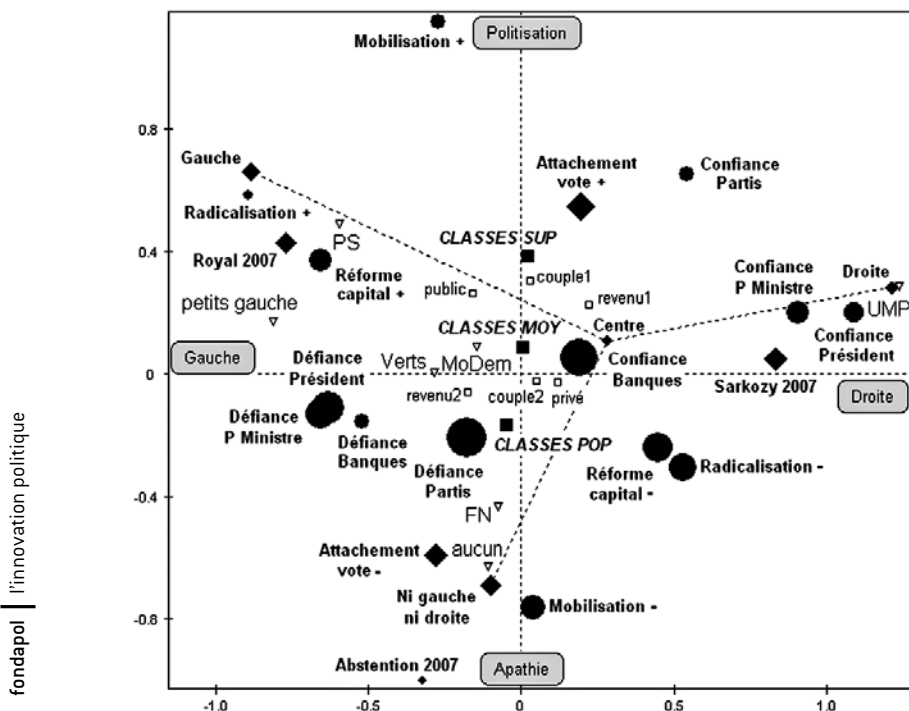
Le premier axe est déterminé à la fois par le vote au second tour de l'élection présidentielle de 2007, les niveaux de confiance dans le Président et le Premier ministre, ainsi que le positionnement politique des individus. Cet axe décrit clairement l'organisation classique gauche-droite des attitudes politiques, avec un positionnement au « centre » plus proche de celui à « droite », que de celui à « gauche » et, surtout, distinct de celui « ni gauche ni droite » proche du centre de gravité de l'axe, c'est-à-dire sans contribution forte à la description de l'ordre gauche-droite.

42. Voir en annexe le détail de la composition et des résultats des index.

43. On a retenu pour l'analyse les variables qui rendent compte de l'intensité et de l'orientation du positionnement politique des classes moyennes : leur degré d'attachement au vote, leur propension à la mobilisation politique et à la radicalisation des opinions, leur degré de confiance dans les institutions et les principaux acteurs de la politique et de l'économie et, pour finir, de leurs votes au second tour de l'élection présidentielle de 2007. Toutes ces variables ont été présentées et intégrées à la discussion dans les développements précédents. La position des classes moyennes a été doublement évaluée. Tout d'abord en la confrontant à celle des catégories supérieures et des catégories populaires. Ensuite, en prenant en compte trois variables qui décrivent l'hétérogénéité du groupe des classes moyennes : leur statut, leurs revenus et leur situation de couple en distinguant les couples de classes moyennes des couples « mixtes » dans lesquels un des partenaires exerce une profession d'employé ou d'ouvrier.

44. Mes remerciements à Flora Chanvrlil, du CEVIPOF, qui a réalisé cette ACM et qui m'a guidée dans son interprétation.

Figure 5 : Les logiques d'organisation des opinions politiques des classes moyennes en 2009



Source : CEVIPOF.

Le second axe est organisé en fonction du degré de politisation des individus. Il oppose la propension forte à la mobilisation politique, l'attachement au vote et la confiance dans les partis à des attitudes distantes, voire apathiques, par rapport à la politique, telles que l'abstention, la faible propension à la mobilisation et le détachement du vote.

En revanche, les attitudes à l'égard des banques⁴⁵ ou encore les jugements sur l'opportunité de réformer plus ou moins le système capitaliste – qui mesurent tous deux les effets politiques de la crise – se révèlent sans effet propre, directement corrélés au positionnement gauche-droite des individus décrits par l'axe 1.

45. Comme à l'égard des autres acteurs économiques, qu'on n'a pas fait figurer ici pour éviter les redondances.

Dans le champ organisé par ces deux axes, les classes moyennes se situent tout d'abord dans un espace politique situé au centre de la figure. Cet espace est borné par la position « ni gauche ni droite » sur sa gauche et par le « centre » sur sa droite, se trouvant ainsi également éloigné des deux pôles antagonistes que sont la gauche et la droite. En termes de sympathie partisane, les classes moyennes sont à peine plus proches du PS que de l'UMP, et se caractérisent surtout par leur proximité du MoDem et des Verts. Pour finir, elles se tiennent au plus près du centre de gravité du second axe, nettement moins tentées par l'apathie que les catégories populaires, mais aussi moins mobilisées et attachées au vote que les catégories supérieures.

L'impression d'indétermination des classes moyennes se dissipe en partie – mais en partie seulement – lorsqu'on examine les attitudes et opinions de leurs principales composantes. Deux composantes – les salariés du public (public) ⁴⁶ et les classes moyennes aux revenus modestes (revenu 2) – se distinguent par leur positionnement clair à gauche et leur relative proximité du PS. Les salariés du public ont, de surcroît, un niveau de politisation élevé, proche de celui des catégories supérieures, à la différence des classes moyennes aux revenus modestes peu politisées, plus défiantes envers les acteurs politiques et économiques, et proches des Verts et du MoDem.

Les autres composantes des classes moyennes se retrouvent toutes proches du « centre » et ne se différencient que par leur niveau inégal de politisation. La composante la plus aisée (revenu 1) et celle formée par les couples endogames de classes moyennes (couple 1) sont les plus politisées, attachées au vote et confiantes dans les acteurs politiques et économiques tout en se tenant assez éloignées de l'UMP et de la confiance dans l'exécutif. Les classes moyennes du secteur privé et les couples « mixtes » de classes moyennes et de catégories populaires (couple 2) se montrent en revanche plus incertains en termes de mobilisation politique.

46. On indique entre parenthèses la dénomination des segments de classes moyennes figurant dans la figure 4.

CONCLUSION

Toutes ces observations concourent pour décrire une situation politiquement ouverte pour 2012. Au regard des résultats de l'ACM, il ne paraît pas qu'une proportion significative des classes moyennes puisse être attirée par un vote protestataire : on a vu l'attrait très limité qu'exercent sur elles les formations de gauche comme de droite porteuses de messages de radicalisation de l'action politique. La principale incertitude porte sur le caractère conjoncturel ou structurel de la réticence des classes moyennes à s'inscrire clairement dans le clivage gauche-droite.

En ce qui concerne la gauche, plusieurs hypothèses peuvent être évoquées. Soit les votes « verts » des classes moyennes en 2009 et 2010 représentent de simples « votes d'avertissement », des « sonnettes d'alarme » utilisées lors d'élections sans enjeu sur la dévolution du pouvoir, pour manifester un fort mécontentement à l'égard d'un PS qui offre, après le congrès de Reims de novembre 2008 et jusqu'à une date récente, une image négative de parti désorganisé par ses querelles internes et incapable de se rassembler sur une ligne programmatique commune. Selon cette hypothèse, ces votes ne remettraient vraiment pas en jeu la loyauté des classes moyennes de gauche à l'égard du PS. Le redressement de l'image du parti opéré par la première secrétaire Martine Aubry et l'existence d'un projet politique approuvé par tous les courants et candidats aux primaires sont de nature à rassurer les classes moyennes et entraîner leur retour dans le giron socialiste dès le premier tour de l'élection de 2012. Mais il est aussi possible que le vote « vert » des classes moyennes en 2009 puis en 2010 soit l'expression de la perte de confiance des classes moyennes dans les capacités du PS à porter des valeurs toujours inspirées par le libéralisme culturel qui leur est cher mais dont le contenu s'est en partie renouvelé depuis la fin des années 1990 : progrès et modernité ne s'entendent plus aujourd'hui sans une attention particulière au « développement durable ». De même, l'épanouissement et le « bien-être » de la personne passent après les préoccupations d'emploi, de revenu et de correction des inégalités qui prennent un relief particulier en période de crise économique sévère et durable. Sur ces défis politiques réactualisés, les Verts pourraient être considérés comme autant, si ce n'est plus, crédibles dans leurs propositions d'actions que le PS. Celui-ci perdrait alors aux yeux des classes moyennes sa légitimité de « chef de file » de la gauche.

En ce qui concerne la droite, il reste à s'interroger sur la possibilité pour l'UMP de retrouver la capacité d'attraction qu'avait eue dès le premier tour la candidature de Nicolas Sarkozy en 2007 auprès de la fraction non négligeable des classes moyennes – ménages aux revenus modestes et les moins diplômés – qui se positionne à « droite » ou « au centre ». Le repositionnement en tête du premier tour du Président sortant est à ce prix. Or les projets gouvernementaux actuels de renforcement des politiques sécuritaires, de contrôle de l'immigration et de défense de la laïcité ont peu de chances de les toucher, compte tenu de leur solide attachement aux valeurs humanistes et antiautoritaires. La crainte d'une large attraction du FN paraît, elle aussi, peu fondée, compte tenu de leur assez grande insensibilité aux discours anti-immigrés. Mais le nouveau discours du FN sous la houlette de Marine le Pen, de refus du libéralisme économique et de restauration de l'État dans ses missions de protection économique et de protection sociale ⁴⁷, est de nature à conforter dans son vote la fraction des classes moyennes aux revenus modestes qui avait déjà voté FN en 2007 dans des proportions supérieures à celles de l'ensemble de la catégorie (tableau 9). C'est plus probablement l'attraction d'une candidature centriste qui menace le plus sérieusement le succès d'une stratégie de reconquête de l'UMP. De ce point de vue, le bilan de l'action gouvernementale de lutte contre les effets sociaux de la crise économique et financière sera décisif.

Aujourd'hui comme demain, il est probable que c'est entre la gauche et le centre – centre gauche et/ou centre droit – que se jouera le vote des classes moyennes en 2012.

47. Voir le discours d'investiture de Marine Le Pen comme présidente du FN, le 16 janvier 2011.

BIBLIOGRAPHIE

- BOUFFARTIGUE (PAUL), GADÉA (CHARLES) et POCHIC (SOPHIE), *Cadres, classes moyennes : vers l'éclatement ?*, Paris, Armand Colin, 2011.
- BOURDIEU (PIERRE), *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Éditions de Minuit, 1979.
- CHAUVEL (LOUIS), *Les Classes moyennes à la dérive*, Paris, Seuil, 2006.
- CHICHE (JEAN) et GROUX (GUY), « Les cadres, les classes moyennes et le clivage "gauche-droite" en France et en Europe. Que reste-t-il des débats d'hier ? », in Paul Bouffartigue et al, 2011, *Cadres, classes moyennes : vers l'éclatement ?*, Paris, Armand Colin, 2011.
- DARGENT (CLAUDE), « Les classes moyennes ont-elles une conscience de classe ? », *Informations sociales*, no 6, 2003, p. 44-57.
- DESROSIÈRES (ALAIN) et THÉVENOT (LAURENT), *Les Catégories socio-professionnelles*, Paris, La Découverte, 5e éd., 2002.
- DUPOIRIER (ÉLISABETH), « Les classes moyennes », in Pascal Perrineau (dir.), *Atlas électoral : qui vote quoi, où, comment ?*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2007, p. 87-90.
- DUPOIRIER (ÉLISABETH), « Le vote en faveur de Ségolène Royal et des socialistes », *Revue politique et parlementaire*, 109e année, no 1044, 2007, p. 82-96.
- DUPOIRIER (ÉLISABETH), « Le parti socialiste et la gauche : l'implacable spirale de l'échec », in Pascal Perrineau (dir.), *Le Vote de rupture : les élections présidentielle et législatives d'avril-juin 2007*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2008, p. 145-174.
- GRUNBERG (GÉRARD) et SCHWEISGUTH (ÉTIENNE), « Libéralisme économique et libéralisme culturel », in CEVIPOF, *L'Électeur français en question*, Paris, Presses de Sciences-Po, 1990.

- LAVAU (GEORGES), GRUNBERG (GÉRARD) et MAYER (NONNA), *L'Univers politique des classes moyennes*, Paris, Presses de la FNSP, 1983.
- MICHELAT (GUY) et SIMON (MICHEL), « Classe sociale objective, classe sociale subjective et comportement électoral », *Revue française de sociologie*, XII, 4, 1971.
- MISSIKA (JEAN-LOUIS), « Les faux-semblants de la dépolitisation. Note sur l'évolution de l'opinion française », *Le Débat*, no 68, janvier-février 1992, p. 14-19.
- PELAGE (AGNÈS) et POULLAOUËC (TRISTAN), « Le haut du panier de la France d'en bas ? Le sentiment d'appartenir à une classe sociale chez les professions intermédiaires », *Revue française des affaires sociales*, « Dimension de l'identité », 61e année, no 2, 2007, p. 27-56.
- PEUGNY (CAMILLE), *Le Déclassement*, Paris, Grasset, 2009.
- POULANTZAS (NICOLAS), *Les Classes sociales dans le capitalisme d'aujourd'hui*, Paris, Seuil, 1974.
- SCHWEISGUTH (ÉTIENNE), « Le libéralisme culturel aujourd'hui », *Baromètre politique français 2006-2007*, CEVIPOF-Ministère de l'Intérieur, Paris, Presses de la FNSP, 2006.

ANNEXES

Annexe 1 : Index de libéralisme culturel (en %)

	Classes supérieures	Classes moyennes	Classes populaires	Ensemble des électeurs
Note élevée de libéralisme culturel				
– pour adoption d'enfants par couple d'homosexuels	57	59	53	54
– contre la peine de mort	41	42	24	30
– « il y a trop d'immigrés en France »	47	43	26	32
Note élevée d'attitudes anti-immigrés				
– ils prennent le travail des Français	29	31	53	46
– ils accentuent les problèmes de criminalité	50	51	63	59
– ils sont une charge pour la Sécurité sociale	54	55	69	65
Note élevée d'autoritarisme				
– au travail, on doit toujours suivre les instructions de son supérieur	28	25	36	32
– ce serait une bonne chose qu'on respecte plus l'autorité	70	72	81	77
– la peine de mort est justifiée	19	17	30	25

Source : European Values Survey, 2008.

Annexe 2 : Index de mobilisation politique (en %)

	Classes supérieures	Classes moyennes	Classes populaires	Ensemble des électeurs
– le vote comme moyen d'influence	64	58	55	57
– la manifestation comme moyen d'influence	37	33	30	32
– être membre d'associations	56	41	31	38
– vote à toutes les élections	48	43	40	42

Source : CEVIPOF, 2009.

Annexe 3 : Index de radicalisation politique (en %)

	Classes supérieures	Classes moyennes	Classes populaires	Ensemble des électeurs
– prêt à participer à une grève sauvage	40	45	44	43
– favorable à une réforme en profondeur du capitalisme	45	41	38	40
– prêt à occuper des usines ou des bureaux	35	37	40	39

Source : CEVIPOF, 2009.

Annexe 4 : Le vote des classes moyennes 2007-2010 (en %)

	P 2007 2e tour	E 2009	R 2010 1er tour
Gauche – dont Verts	54	60 24	71 28
Ni gauche ni droite – dont centre	–	18 10	14 8
Droite	47	19	14
Extrême droite	–	3	1

Légende : P = élection présidentielle ; E = élections européennes ; R = élections régionales

Source : CEVIPOF, 2007 ; TNS Sofres, 2009 et 2010.

Annexe 5 : Descriptif des enquêtes citées dans l'étude

	Date	Titre	Effectifs	Méthode d'entretiens
CEVIPOF/TNS Sofres	1978	Enquête post-législatives	4 507	Face-à-face
CEVIPOF/TNS Sofres	Mai 1988	Enquête post-présidentielle	4 032	Face-à-face
CEVIPOF/TNS Sofres	Mai 1995	Enquête post-présidentielle	4 078	Face-à-face
CEVIPOF/TNS Sofres	Mai 2002	Enquête post-présidentielle	4 017	Téléphone
CEVIPOF/Ifop	Février 2006	Baromètre politique français	3 831	Téléphone
CEVIPOF/Ifop	Mai 2007	Enquête post-présidentielle	4 006	Téléphone
European Values Study	Septembre 2008	Enquête française	3 071	Téléphone
CEVIPOF/Sofres et Opinionway	Décembre 2009	Baromètre de la confiance en politique vague 1	1 502 (a)* 1 475 (b)*	Téléphone Internet
Fondapol	Septembre 2010	Enquête sur la France des classes moyennes	2 000	Internet
CEVIPOF/Opinionway	Décembre 2010	Baromètre de la confiance en politique, vague 2	1 501	Internet
TNS Sofres/ France Télévision/ Radio France/Le Monde/ Le Point	Juin 2010	Sondage jour du vote élections européennes 2009	2 000	Téléphone
TNS Sofres/ France Télévision/ Radio France/Le Monde	Mars 2010	Sondage d'entre deux tours : analyse du vote aux élections régionales	1 500	Téléphone

* 2009 : (a) : Baromètre de la confiance en politique vague 1 par téléphone ; (b) vague 1 par Internet.

NOS DERNIÈRES PUBLICATIONS

La compétitivité par la qualité

Emmanuel Combe et Jean-Louis Mucchielli, octobre 2011, 34 pages

Les classes moyennes et le crédit

Nicolas Pécourt, octobre 2011, 32 pages

Portrait des classes moyennes

Laure Bonneval, Jérôme Fourquet et Fabienne Gomant, octobre 2011, 40 pages

Morale, éthique et déontologie

Michel Maffesoli, octobre 2011, 40 pages

Sortir du communisme, changer d'époque

Stéphane Courtois (dir.), PUF, octobre 2011, 672 pages

La jeunesse du monde

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2011, 132 pages

Pouvoir d'achat : une politique

Emmanuel Combe, septembre 2011, 52 pages

La liberté religieuse

Henri Madelin, septembre 2011, 36 pages

Réduire notre dette publique

Jean-Marc Daniel, septembre 2011, 40 pages

Écologie et libéralisme

Corine Pelluchon, août 2011, 40 pages

Valoriser les monuments historiques : de nouvelles stratégies

Wladimir Mitrofanoff et Christiane Schmuckle-Mollard, juillet 2011, 28 pages

Contester les technosciences : leurs raisons

Eddy Fougier, juillet 2011, 40 pages

Contester les technosciences : leurs réseaux

Sylvain Boulouque, juillet 2011, 36 pages

La fraternité

Paul Thibaud, juin 2011, 36 pages

L'Opinion européenne en 2011

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de repères, janvier 2011, 254 pages

La transformation numérique au service de la croissance

Jean-Pierre Corniou, juin 2011, 52 pages

L'engagement

Dominique Schnapper, juin 2011, 32 pages

Liberté, Égalité, Fraternité

André Glucksmann, mai 2011, 36 pages

Quelle industrie pour la défense française ?

Guillaume Lagane, mai 2011, 26 pages

La religion dans les affaires : la responsabilité sociale de l'entreprise

Aurélien Acquier, Jean-Pascal Gond, Jacques Igalens, mai 2011, 44 pages

La religion dans les affaires : la finance islamique

Lila Guermas-Sayegh, mai 2011, 36 pages

Où en est la droite ? L'Allemagne

Patrick Moreau, avril 2011, 56 pages

Où en est la droite ? La Slovaquie

Étienne Boisserie, avril 2011, 40 pages

Qui détient la dette publique ?

Guillaume Leroy, avril 2011, 36 pages

Le principe de précaution dans le monde

Nicolas de Sadeleer, mars 2011, 36 pages

Comprendre le Tea Party

Henri Hude, mars 2011, 40 pages

Où en est la droite ? Les Pays-Bas

Niek Pas, mars 2011, 36 pages

Productivité agricole et qualité des eaux

Gérard Morice, mars 2011, 44 pages

L'Eau : du volume à la valeur

Jean-Louis Chaussade, mars 2011, 32 pages

Eau : comment traiter les micropolluants ?

Philippe Hartemann, mars 2011, 38 pages

Eau : défis mondiaux, perspectives françaises

Gérard Payen, mars 2011, 62 pages

L'irrigation pour une agriculture durable

Jean-Paul Renoux, mars 2011, 42 pages

Gestion de l'eau : vers de nouveaux modèles

Antoine Frérot, mars 2011, 32 pages

Où en est la droite ? L'Autriche

Patrick Moreau, février 2011, 42 pages

La participation au service de l'emploi et du pouvoir d'achat

Jacques Perche et Antoine Pertinax, février 2011, 32 pages

Le tandem franco-allemand face à la crise de l'euro

Wolfgang Glomb, février 2011, 38 pages

2011, la jeunesse du monde

Dominique Reynié (dir.), janvier 2011, 88 pages

Administration 2.0

Thierry Weibel, janvier 2011, 48 pages

Où en est la droite ? La Bulgarie

Antony Todorov, décembre 2010, 32 pages

Le retour du tirage au sort en politique

Gil Delannoi, décembre 2010, 38 pages

La compétence morale du peuple

Raymond Boudon, novembre 2010, 30 pages

L'Académie au pays du capital

Bernard Belloc et Pierre-François Mourier, PUF, novembre 2010, 222 pages

Pour une nouvelle politique agricole commune

Bernard Bachelier, novembre 2010, 30 pages

Sécurité alimentaire : un enjeu global

Bernard Bachelier, novembre 2010, 30 pages

Les vertus cachées du low cost aérien

Emmanuel Combe, novembre 2010, 40 pages

Innovation politique 2011

Dominique Reynié (dir.), PUF, novembre 2010, 676 pages

Défense : surmonter l'impasse budgétaire

Guillaume Lagane, octobre 2010, 34 pages

Où en est la droite ? L'Espagne

Joan Marcet, octobre 2010, 34 pages

Les vertus de la concurrence

David Sraer, septembre 2010, 44 pages

Internet, politique et coproduction citoyenne

Robin Berjon, septembre 2010, 32 pages

Où en est la droite ? La Pologne

Dominika Tomaszewska-Mortimer, août 2010, 42 pages

Où en est la droite ? La Suède et le Danemark

Jacob Christensen, juillet 2010, 44 pages

Quel policier dans notre société ?

Mathieu Zagrodzki, juillet 2010, 28 pages

Où en est la droite ? L'Italie

Sofia Ventura, juillet 2010, 36 pages

Crise bancaire, dette publique : une vue allemande

Wolfgang Glomb, juillet 2010, 28 pages

Dette publique, inquiétude publique

Jérôme Fourquet, juin 2010, 32 pages

Une régulation bancaire pour une croissance durable

Nathalie Janson, juin 2010, 36 pages

Quatre propositions pour rénover notre modèle agricole

Pascal Perri, mai 2010, 32 pages

Régionales 2010 : que sont les électeurs devenus ?

Pascal Perrineau, mai 2010, 56 pages

L'Opinion européenne en 2010

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de repères, mai 2010, 245 pages

Pays-Bas : la tentation populiste

Christophe de Voogd, mai 2010, 43 pages

Quatre idées pour renforcer le pouvoir d'achat

Pascal Perri, avril 2010, 30 pages

Où en est la droite ? La Grande-Bretagne

David Hanley, avril 2010, 34 pages

Renforcer le rôle économique des régions

Nicolas Bouzou, mars 2010, 30 pages

Réduire la dette grâce à la Constitution

Jacques Delpla, février 2010, 54 pages

Stratégie pour une réduction de la dette publique française

Nicolas Bouzou, février 2010, 30 pages

Où va l'Église catholique ? D'une querelle du libéralisme à l'autre

Émile Perreau-Saussine, octobre 2009, 26 pages

Élections européennes 2009 : analyse des résultats en Europe et en France

Corinne Deloy, Dominique Reynié et Pascal Perrineau, septembre 2009, 32 pages

Retour sur l'alliance soviéto-nazie, 70 ans après

Stéphane Courtois, juillet 2009, 16 pages

L'État administratif et le libéralisme. Une histoire française

Lucien Jaume, juin 2009, 12 pages

La politique européenne de développement :

Une réponse à la crise de la mondialisation ?

Jean-Michel Debrat, juin 2009, 12 pages

***La protestation contre la réforme du statut des enseignants-chercheurs :
défense du statut, illustration du statu quo.***

Suivi d'une discussion entre l'auteur et Bruno Bensasson

David Bonneau, mai 2009, 20 pages

La Lutte contre les discriminations liées à l'âge en matière d'emploi

Élise Muir (dir.), mai 2009, 64 pages

Quatre propositions pour que l'Europe ne tombe pas dans le protectionnisme

Nicolas Bouzou, mars 2009, 12 pages

Après le 29 janvier : la fonction publique contre la société civile ?

Une question de justice sociale et un problème démocratique

Dominique Reynié, mars 2009, 22 pages

L'Opinion européenne en 2009

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de repères, mars 2009, 237 pages

Travailler le dimanche : qu'en pensent ceux qui travaillent le dimanche ?

Sondage, analyse, éléments pour le débat

(coll.), janvier 2009, 18 pages

Retrouvez notre actualité et nos publications sur www.fondapol.org

SOUTENEZ LA FONDAPOL

Pour renforcer son indépendance et conduire sa mission d'utilité publique, la Fondation pour l'innovation politique, institution de la société civile, a besoin du soutien des entreprises et des particuliers. Ils sont invités à participer chaque année à la convention générale qui définit ses orientations. La Fondapol les convie régulièrement à rencontrer ses équipes et ses conseillers, à discuter en avant première de ses travaux, à participer à ses manifestations.

Reconnue d'utilité publique par décret en date du 14 avril 2004, la Fondapol peut recevoir des dons et des legs des particuliers et des entreprises.

Vous êtes une entreprise, un organisme, une association

Avantage fiscal : votre entreprise bénéficie d'une réduction d'impôt de 60 % à imputer directement sur l'IS (ou le cas échéant sur l'IR), dans la limite de 5 % du chiffre d'affaires HT (report possible durant 5 ans).

Dans le cas d'un don de 20 000 €, vous pourrez déduire 12 000 € d'impôt, votre contribution aura réellement coûté 8 000 € à votre entreprise.

Vous êtes un particulier

Avantages fiscaux : au titre de l'IR, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 66 % de vos versements, dans la limite de 20 % du revenu imposable (report possible durant 5 ans); au titre de l'ISF, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt, dans la limite de 50 000 €, de 75 % de vos dons versés.

Dans le cas d'un don de 1 000 €, vous pourrez déduire 660 € de votre IR ou 750 € de votre ISF. Pour un don de 5 000 €, vous pourrez déduire 3 300 € de votre IR ou 3 750 € de votre ISF.

Contact : Anne Flambert +33 (0)1 47 53 67 09 anne.flambert@fondapol.org

Un think tank libéral, progressiste et européen

La **Fondation pour l'innovation politique** offre un espace indépendant d'expertise, de réflexion et d'échange tourné vers la production et la diffusion d'idées et de propositions. Elle contribue au pluralisme de la pensée et au renouvellement du débat public dans une perspective libérale, progressiste et européenne. Dans ses travaux, la Fondapol privilégie quatre enjeux : **la croissance économique, l'écologie, les valeurs et le numérique.**

Le site **www.fondapol.org** met à la disposition du public la totalité de ses travaux ainsi qu'une importante veille dédiée aux effets de la révolution numérique sur les pratiques politiques (Politique 2.0).

La **Fondapol** est reconnue d'utilité publique. Elle est indépendante et n'est subventionnée par aucun parti politique. Ses ressources sont publiques et privées. Le soutien des entreprises et des particuliers est essentiel au développement de ses activités.

fondapol

11, rue de Grenelle

75007 Paris – France

Tél. : 33 (0)1 47 53 67 00

contact@fondapol.org

Les blogs de la Fondation :

Politique 2.0



9782364080195

ISBN : 978 2 36408 0195

3 €